

Parcoursup: des premiers bilans diamétralement opposés

Paris, 12 sept. 2018 (AFP) -

Les syndicats enseignant et étudiant ont présenté mercredi des bilans provisoires diamétralement opposés sur Parcoursup, selon qu'ils soutiennent ou s'opposent à cette réforme qui modifie les conditions d'accès à l'enseignement supérieur.

Pour Jimmy Losfeld, président de la Fage, premier syndicat étudiant, qui a soutenu la loi Orientation et réussite des étudiants (ORE), les chiffres prouvent "une amélioration" du système d'affectation des jeunes dans l'enseignement supérieur, par rapport au dispositif APB en vigueur l'an dernier.

Il cite les 583.000 jeunes qui avaient accepté une proposition au 5 septembre, dernier jour de la phase principale, contre 540.000 il y a un an à la même époque, et rappelle les 31.000 places supplémentaires dans l'enseignement supérieur promises par la ministre Frédérique Vidal.

Mais il insiste surtout sur le volet "qualitatif" de la loi ORE, qui a pour objectif de "lutter contre l'échec massif en première année de licence". Quelque 130.000 étudiants, les plus fragiles (ceux qui ont reçu la réponse "oui si" de la fac), vont pouvoir suivre des parcours d'accompagnement.

"Au bout de 103 jours de procédure, nous avons 63% d'affectation définitive avec Parcoursup, alors que nous avions 61% dès le premier jour des résultats d'APB", rétorque Hervé Christofol, secrétaire général du Snesup-FSU, syndicat enseignant opposé à la loi ORE et à Parcoursup.

Il qualifie la communication du ministère de l'Enseignement supérieur de "sporadique et mensongère". Il reste certes 3.000 néo-bacheliers sans affectation, soit un niveau comparable à l'an dernier, "mais quid des étudiants en réorientation" et des jeunes qui "ont abandonné ou se sont détournés vers le privé", s'interroge-t-il.

Les chiffres définitifs sur la première édition de Parcoursup seront connus fin septembre, une fois la phase complémentaire achevée (le 21 septembre). Le ministère devrait alors effectuer plusieurs réunions avec les acteurs de l'enseignement supérieur pour procéder à des ajustements.

Il n'est pas question, selon les déclarations récentes de Frédérique Vidal, de revenir à une hiérarchisation des vœux, une modalité d'APB qui a été supprimée avec Parcoursup.

Le Snesup-FSU réclame ce retour, qui permettrait selon lui de réduire les délais d'attente.

La Fage et le Sgen-CFDT, autre syndicat d'enseignants du supérieur qui a lui soutenu la loi ORE, avancent la possibilité d'une hiérarchisation des vœux des candidats en phase complémentaire.

Il va aussi " falloir traiter la question du stress des jeunes" en attente ou sans affectation pendant l'été, et celle "des logements pour les étudiants qui ne sont affectés qu'en fin de procédure", parfois loin de chez eux, rappelle Franck Loureiro, du Sgen-CFDT.

fmp/mig/al

Afp le 12 sept. 18 à 18 04.